

Deuxième Déclaration de Genève

Réflexions sur les défis de la construction d'institutions démocratiques durables en Guinée

Évaluant la première déclaration de Genève du 21 février 2009, un groupe de patriotes et d'intellectuels guinéens et des amis de la Guinée, se sont réunis à Genève, en Suisse, le 14 juillet 2012.

Constatant des avancées démocratiques réalisées depuis la première déclaration, notamment :

- La mise en place en 2009 d'un Conseil National de la Transition (CNT), d'un Gouvernement de Transition et, l'élaboration d'une nouvelle Constitution.
- L'élection d'un Président de la République civil au suffrage universel, accepté de tous.
- La mise en place d'institutions telles que le Conseil National de la Communication (CNC), la Commission Nationale des Droits de l'Homme, Le Médiateur de la République.
- La réforme des Forces de Défense et de Sécurité
- La réforme du code minier, difficile et complexe
- La tenue des états généraux de la Justice
- La mise en place d'une Commission Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale (CPRRN).
- Le rôle joué par la Société Civile dans l'amorce du changement en Guinée.

Au terme d'échanges fructueux et responsables, les participants exhortent :

1 -Le Conseil National de Transition (CNT)

- à assumer avec rigueur et détermination ses responsabilités pour achever la transition à travers la tenue rapide des élections législatives crédibles et transparentes.
- à engager un processus pour auditer, moraliser et recomposer la commission électorale nationale indépendante (CENI) aux fins d'assurer la transparence du fonctionnement de cette institution.

2 -Le Conseil National de la Communication (CNC)

- à garantir l'indépendance de tous les médias en permettant leur accès à toutes les sensibilités politiques.
- à rappeler aux médias leur devoir impérieux de jouer à l'apaisement des esprits pour atténuer les tensions sociales et à refuser les manœuvres de désinformation, d'intoxication et de division par la propagation de haines ethno-régionalistes.

3- Toutes les autres institutions républicaines à s'inscrire dans la même dynamique d'apaisement et de sortie de crise.

4- Le Gouvernement

- à reconnaître le rôle de l'opposition et à respecter ses droits.
- à sortir de la logique électoraliste et partisane.
- à finaliser la réforme du système judiciaire en vue d'assurer son indépendance, lutter contre la corruption et la culture de l'impunité.
- à finaliser la réforme des Forces de Défense et de Sécurité afin d'assurer efficacement la sécurité des populations

5- Les Partis Politiques

- à respecter la fonction présidentielle.
- à sortir d'une logique d'obstruction systématique et à prendre des initiatives constructives dans l'intérêt supérieur de la Nation.

6- Les Organisations de la Société Civile et les Syndicats

- à résister à toutes les tentatives d'instrumentalisation.
- à assumer leur indépendance, leur impartialité et leur responsabilité dans l'exécution de leur mission.
- à se redynamiser et se réorganiser en renforçant leur partenariat avec leurs homologues africains et internationaux.

7- L'Etat guinéen en tant que socle d'une Nation laïque

- à jouer son rôle de garant de l'unité nationale en refusant toute interférence communautariste et religieuse dans son fonctionnement.
- à mettre en place une structure appropriée pour enfin traiter la question de la réconciliation comme une priorité nationale, après évaluation du travail de la commission provisoire de réflexion sur la réconciliation nationale (CPRRN).

8- Tous les acteurs de la vie nationale, à oeuvrer ensemble pour une large vulgarisation de la nouvelle Constitution, afin de permettre au peuple de Guinée de s'en approprier.

Fait à Genève le 14 juillet 2012

Signataires

1. M. Biro DIAWARA, Observateur ONG, Nations Unies, Genève, Suisse
2. M.Oumar Baldet, Peacebuilding Adviser, Genève, Suisse
3. M. Thierno Oumar BAH, Ancien Haut-fonctionnaire international, Genève, Suisse
4. M. Abdoul Ghoudoussy Baldé, Gestionnaire, chef de bureau Afrcaguinee.com, Genève, Suisse
5. M. Elhadj Abdoulaye Lélouma Diallo, Collaborateur extérieur BIT, Genève
6. M. Thierno Barry, Gestionnaire, Genève, Suisse
7. M. Ibrahima Bah, Assistant à l'EPFL, Lausanne, Suisse
8. M. Alpha Oumar Barry, Ancien fonctionnaire international, OMS, Genève, Suisse
9. Dr Alpha Oumar DRAME, Ingénieur-Administrateur, Ecologiste, Conseiller municipal en Ville de Genève, Suisse
10. Dr Boubacar ARIBOT, Pharmacien, Lausanne, Suisse
11. M. Alfa Ousmane BARRY, Sociologue, Ecrivain et Journaliste, Paris, France
12. Dr Ansoumane Doré, Docteur en Economie, Enseignant, Dijon, France
13. M.Elhadj Nouhou Tata Diallo, Ancien Haut-fonctionnaire international à l'OMM, Genève, Suisse
14. M. Issa Ben Yacine DIALLO, Ancien Secrétaire Général adjoint des Nations Unies, Genève, Suisse
15. Assiatou Diallo Camara, Hôpital Cantonal, Genève, Suisse

Autres participants

1. M. Déo Hakizimana, Président Centre Indépendant de Recherche et d'Initiative pour le Dialogue (CIRID), Genève, Suisse
2. M. Tecle Zerihoun, Ancien fonctionnaire à l'UNESCO, Ferney Voltaire, France
3. M. Pierre Karemera, Président, Comité pour les Droits de l'Homme et la Démocratie au Rwanda, Genève, Suisse
4. M. Robert Graves, Etudiant tagiaire, Genève, Suisse
5. Mme Assietou Wane, Etudiante stagiaire, Genève, Suisse
6. Mme. Awa N'diaye, Présidente, Espace Afrique International, Genève, Suisse
7. M. François Epars, Formateur, Genève, Suisse

Ampliation

- Monsieur le Président de la République
- Conseil National de Transition (CNT)
- Conseil National de la Communication (CNC)
- Conseil Economique et Social (CES)
- Conseil National des Organisations de la Société Civile (CNOSC)
- Plateforme Nationale des Citoyens Unis pour le Développement (PCUD)
- Intercentrale
- Intersyndicale